

Charles Millon: « La politique étrangère d'Emmanuel Macron est illisible »

Mondafrique. Comment expliquez vous l'échec de l'intervention française au Mali ?

Charles Millon. Pour comprendre la situation actuelle, il faut revenir à la double erreur historique qui a été commise par tous les gouvernements maliens. La première est d'avoir toujours refusé de prendre réellement en compte les problèmes des minorités, qu'il s'agisse des peuls ou des touaregs.

Amadou Toumani Touré, dit ATT, le président malien entre 2002 et 2012 que j'ai bien connu et toujours apprécié avait l'obsession d'un État unitaire. Sur ce sujet, il était têtu comme une mule. . Pas question pour le pouvoir à Bamako d'envisager la moindre autonomie régionale, alors que le Nord Mali couvre une surface égale aux deux tiers du pays.

La seconde erreur aura été la cécité de la classe politique malienne à prendre en compte la terrible conjonction entre les djihadistes et les trafiquants qui transportaient la drogue à travers le Mali depuis la Guinée Bissau jusqu'au Niger ou au Burkina. Il y a eu une sorte d'alliance objective entre les mouvements irrédentistes et les groupes armés. Hélas, le pouvoir malien a toujours fermé les yeux sur ces multiples trafics qui ont financé le terrorisme

Mondafrique. La France a-t-elle commis des erreurs graves d'appréciation durant ces neuf années de présence au Mali?

Charles Millon. La première erreur dramatique aura été la guerre que Nicolas Sarkozy a mené en Libye. Lors de la chute de Khadafi, les touaregs qui avaient été enrôlés dans l'armée libyenne ont rejoint, lourdement armés, leur pays d'origine. Ils ont constitué, surtout dans le Nord du Mali, le noyau dur des groupes djihadistes.

Autre dommage collatéral, la fin brutale du régime libyen a permis Vladimir Poutine de remettre les pieds en Afrique. La Russie possède aujourd'hui des

champs de pétrole importants en Libye !

Ce n'est pas la seule erreur française. Si notre armée a eu raison d'intervenir pour éteindre l'incendie djihadiste, elle aurait du agir en pompier et très vite préparer sa sortie. En restant sur place, les soldats français qui avaient été accueillis en 2013 comme des libérateurs, ont été perçus neuf ans plus tard comme une armée d'occupation. Nos militaires ont été des boucs émissaires commodes pour des armées locales qui décampaient face aux groupes armés tandis que nos soldats étaient tués. C'est un peu comme ce qui s'est passé en Afghanistan pour les Américains. . .

Certains patrons de l'armée française réfléchissent d'ailleurs à de nouveaux modes d'intervention via des forces de réaction rapides et aéroportées qui ne s'enliseraient pas sur place. Les bases militaires, on l'a vu, deviennent des cibles pour les terroristes..

Mondafrique. On entend souvent qu'en Libye comme au Mali la France a privilégié la seule logique militaire. Est ce qu'il aurait fallu intervenir plus vigoureusement dans la vie politique malienne et imposer une gouvernance plus conforme à nos propres valeurs?

Charles Millon. Le temps de l'immixtion dans la politique intérieure des États africains est dépassé. En revanche il aurait fallu lancer, dans la foulée de l'opération militaire, des projets de développement confiés, dans le cadre d'une aide liée, à des entreprises françaises. Les populations locales doivent réaliser que les hôpitaux et les lycées construits au Mali et au Sahel sont financés par la France. C'est ainsi que l'influence française auprès de nos amis africains renaîtra dans des jours meilleurs.

Mondafrique. Le président ivoirien Ouattara a déclaré jeudi matin sur RFI et France 24 qu'il demandait « à ses frères maliens de faire un effort, de rentrer dans les rangs ». Est ce que vous lui donnez raison ?

Charles Millon Il faudrait rappeler à Monsieur Ouattara qui remet en cause la légitimité de la junte militaire à Bamako qu'il bénéficie d'un troisième mandat illégitime et non constitutionnel. Qu'il nettoie devant sa porte avant de donner des conseils aux autres.

Mondafrique. Que pensez vous de la politique étrangère d'Emmanuel Macron et

de Jean Yves Le Drian, son ministre des Affaires Etrangères ?

Charles Millon. Le Drian est surtout médiocre et il n'a pas l'air de s'intéresser aux Africains et à l'Afrique. Sans doute n'est-il pas facile de travailler avec un Emmanuel Macron qui veut toujours prendre la lumière.

Ce que je reproche au Président français au Mali comme au Liban ou en Ukraine, c'est de faire une politique de coups, sans suivi, ni constance. Cette fâcheuse habitude est totalement contre productive. La diplomatie se joue dans la durée et dans des liens de confiance avec nos interlocuteurs étrangers. C'est long, très long.

La politique d'Emmanuel Macron et de Jean Yves Le Drian est finalement illisible. Comment en même temps, selon l'expression consacrée du président français, dénoncer les coups d'état en Guinée ou au Mali et apporter un soutien total au fils du président Déby qui prend le pouvoir par la force après le décès brutal de son père ?

Emmanuel Macon a des réactions d'adolescent. Ce n'est pas ainsi qu'on doit construire la politique étrangère d'un pays comme la France.

By Nicolas Beau -17 février 2022

MONDAFRIQUE

Afrique de l'ouest : nouveau front du djihadisme africain Charles Millon, ancien ministre de la Défense (France), cofondateur de

l'Institut Thomas More **(www.institut-thomas-more.org)**

Afrique de l'ouest : nouveau front du djihadisme africain Charles Millon, ancien ministre de la Défense (France), cofondateur de l'Institut Thomas More (www.institut-thomas-more.org)

Communiqué de Presse suite à la démission du Chef d'état-major des armées

Je tire trois enseignements de la démission de Pierre de Villiers qui me semblait d'ailleurs inéluctable – et qui n'est pas la première erreur du président Macron, mais la seconde puisqu'il a quelques jours auparavant déclaré qu'il fallait diminuer le nombre d'élus locaux, prouvant par là qu'il ne connaît rien à la vie locale.

Voici lesquels :

1. Cela pose la question de la parole donnée : comment peut-on s'engager en campagne électorale à augmenter le budget des Armées jusqu'à ce qu'il atteigne 2% du PIB, et un mois après son élection raboter ledit budget de 850 millions sur une année, alors même que l'on demande toujours plus d'efforts à nos soldats ?
2. Ce qui nous amène à la question de l'engagement : comment confirmer dans ces circonstances l'engagement de la France vis-à-vis des cinq pays du Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina-Faso, Niger et Tchad), alors qu'on privilégie une seule approche comptable et budgétaire ? Le Président de la République doit s'engager fermement dans la lutte actuelle et prendre la mesure de notre conflit avec l'islam radical.
3. Enfin, la question de la légitimité de la parole du Chef d'état-major des armées : doit-il se taire, ou mentir devant une Commission ad hoc pour être conforme à la dernière parole du Président de la République ? Ou au contraire, ne doit-il pas alerter sur le risque de dégradation de l'équipement et de la formation des

militaires dont il a la charge ?

Il y a, hélas, des précédents historiques à cette situation, lorsqu'en 1938, des hauts généraux alertèrent les pouvoirs publics sur l'état de notre armée, et à qui malheureusement les événements donnèrent rapidement raison.

Charles Millon

Ancien Ministre de la Défense

Algérie : pays de tous les dangers

par Charles Millon

✘ En cette année 2016, on peut juger sans exagérer que la situation de notre voisin ultra-méditerranéen n'a pas été aussi périlleuse depuis sa déclaration d'indépendance. En effet, à côté des défis qui l'attendent et des menaces qui pèsent sur elle aujourd'hui, l'Algérie de la « décennie de sang », celle des années 90 où les attentats des GIA décimaient sa population, pour horrible qu'elle ait été, pourrait paraître stable et prospère. Actuellement, ce n'est pas directement le terrorisme qui sème le trouble à Alger – du moins, pas encore. Mais si les morts ne sont pas à dénombrer, l'avenir, lui, est sombre.

L'avenir économique d'abord : les chiffres publiés au compte goutte par le gouvernement et les différents organes officiels laissent entrevoir une situation plus que dégradée, angoissante.

Le 6 janvier dernier, la Banque d'Algérie a ainsi rendu publique une baisse du stock d'épargne financière du Trésor de plus de 40% au cours des neuf premiers mois de l'année précédente.

En effet, les prix du pétrole, comme l'on sait, sont fortement orientés à la baisse. Mais pas les dépenses publiques de l'Etat algérien, qui tient sa population par une politique sociale démesurée depuis de longues décennies.

Dans un pays dont 98% des recettes d'exportation proviennent des

hydrocarbures, qui en sus ont tendance à se raréfier, cette chute des cours internationaux remet en cause rien moins que la paix sociale.

Et depuis quarante ans, aucun des dirigeants algériens n'a eu le courage de réformer l'économie du pays en profitant des mannes pétrolière et gazière.

Aujourd'hui, la seule importation de blé, dans un pays qui fut longtemps le grenier à céréales de son ancienne métropole, la France – notamment grâce à la riche plaine de la Mitidja – s'élève à 3 milliards d'euros par an. Il faut ajouter à cela 12 milliards de produits alimentaires annuels.

Le gouvernement a peu de marge de manœuvre devant lui : il devrait certainement couper dans les subventions qui permettent à la population la plus pauvre de survivre, mais ce serait précipiter une rapide révolution.

Il y a peu de chance qu'il s'y résolve. Il pourrait aussi bien, dans ce pays à l'économie presque entièrement étatisée, tenter de privatiser ses principales entreprises, mais ce serait alors trancher dans les rentes que se partage l'élite au pouvoir.

Troisième éventualité, il pourrait se résoudre à limiter les importations de biens d'équipement en imposant des quotas, notamment sur les véhicules, l'électroménager ou l'habillement. Mais c'est prendre le risque du retour du marché noir.

On le voit, le gouvernement algérien est dans l'impasse. Et plus que jamais, son caractère démocratique laisse à désirer. C'est le second problème du pays.

Le président Bouteflika, s'il a survécu à un AVC et dément pour l'instant les insistantes rumeurs sur son état de santé, notamment mentale, retiré qu'il est dans une résidence médicalisée proche de la mer, arrive pourtant en bout de course.

Et même si lui et ses proches entretiennent le faux suspense d'un quatrième mandat présidentiel, plus personne n'y croit.

Pourtant, il aura réussi ces dernières années à faire le ménage autour de lui pour préparer une succession dont tout laisse à penser qu'elle devrait échoir à son frère Saïd.

En effet, en cas d'empêchement ou de mort subite du président de la République,

la constitution algérienne prévoit que le pouvoir soit provisoirement exercé par deux instances : le Conseil de la nation, sorte de chambre haute dont deux tiers des membres sont des notables élus au scrutin secret et indirect et le dernier tiers nommé directement par le président de la République.

Ce Conseil est donc tenu par les proches d'Abdelaziz Bouteflika. Mais ce peut être aussi le président du Conseil constitutionnel qui exerce l'intérim, et en l'occurrence le président actuel, Mourad Medelci, n'est pas favorable au clan Bouteflika. Il faudra donc l'écarter pour faire élire Saïd.

Si celui-ci est candidat, il bénéficiera, outre de la confiance sans faille que lui a témoignée son frère jusqu'au bout, le tenant seul dans le secret de l'Etat, de sa maîtrise des finances du pays, du soutien de la presse qu'il contrôle, mais encore des services de sécurité, faiseurs de rois incontournables depuis l'indépendance.

En effet, Abdelaziz Bouteflika a écarté de leur direction le fameux général « Toufik », qui lui faisait de l'ombre et seul menaçait son clan.

Par ailleurs, Saïd pourra s'appuyer sur les réseaux du FLN, qui ont mis en coupe réglée le pays. L'élite de manière générale aura intérêt à le soutenir pour éviter un chaos à la tunisienne.

Et le peuple lui confiera sans doute nombre de ses suffrages, puisqu'il s'est engagé, démagogiquement, à ne pas toucher aux subventions sociales.

Enfin, comme d'habitude, et comme elle l'avait fait avec Ben Ali au début du printemps tunisien, l'Europe accordera son appui à l'appareil stabilisateur habitué à gouverner, préférant l'injustice réelle au risque du chaos.

En ce sens, il y a peu de chances que la situation de l'Algérie s'améliore, personne n'y ayant intérêt, au moins tant que l'on peut fictivement faire tourner l'économie et le régime social.

Il n'est d'ailleurs pas anodin, même si cela semble anecdotique, que l'actuelle mosquée géante construite à Alger, qui sera douée du plus haut minaret du monde, monument à la gloire des années Bouteflika, soit construite par des milliers d'ouvriers chinois, alors que le taux de chômage algérien avoisine les 20%.

Mais le troisième problème de l'Algérie, c'est le voisinage de pays abandonnés au

chaos du terrorisme. Hier le Mali, aujourd'hui la Libye.

Actuellement, 50 000 hommes, des gendarmes, des militaires et des gardes-frontières sont mobilisés dans le sud-est quasi-désertique du pays, avec un important dispositif de surveillance (avions, hélicoptères, drones).

Alger a imaginé un « mur de sable » qui doit courir jusqu'au Mali en passant par le Niger : il serait déjà en construction.

Mais selon Akram Khariief, animateur du blog Menadefense, « ce déploiement, presque équivalent à celui d'une opération extérieure, est un fardeau pour l'armée, qui a aussi envoyé 25 000 hommes à la frontière avec la Tunisie et autant avec le Maroc ».

En réalité, l'Algérie, qui a toujours été partisane de négociations politiques, aussi bien avec des islamistes qu'avec des pro-kadhafistes, demeure attentiste, sachant bien qu'elle n'a aucun intérêt à se fâcher avec qui que ce soit.

Ses frontières sahariennes, poreuses, et sans cesse traversées de tribus touarègues, ancestralement à cheval sur ces traits tirés sur une carte d'état-major, échappent à tout contrôle strict.

L'armée algérienne achète plutôt la paix avec ces voisins mal identifiés, à condition qu'ils n'importent pas le terrorisme dans l'intérieur de ses frontières.

Par ailleurs, il y a longtemps que l'on sait que le pouvoir d'Alger se sert de cette possible menace pour justifier la main de fer avec laquelle il tient le pays - nombre d'événements sanglants des années 90, mis sur le dos des GIA, demeurant mal éclaircis.

Charles Millon

Ancien ministre de la défense

Président de l'Avant-Garde